

Plaidoyer pour une convertibilité totale du dinar

monnaie

Le FMI vient d'appeler les autorités algériennes à décréter la convertibilité du dinar. Ce rappel soudain à l'orthodoxie monétaire est de nature à inquiéter ceux qui redoutent traditionnellement l'intervention du FMI, ainsi que les sceptiques qui ont toujours pensé que notre monnaie ne pourrait jamais être que l'ombre projetée de nos incorrigibles faiblesses.

Ceux-là ont le droit de douter d'eux-mêmes, mais pas des formidables énergies que cette convertibilité ne manquera pas de libérer. Plaidant depuis longtemps pour une application intégrale des lois de l'économie de marché, cette perspective nous réjouit, quant à nous. Pour une raison qui ne tient nullement au dogme, mais au bon sens, on ne peut gérer une économie qui se veut libérale qu'avec les lois de l'économie libérale. Cette logique est celle de l'OMC, que nous avons acceptée, et des 150 pays qui en sont membres. Et c'est aussi celle du FMI, dont il faut rappeler que les statuts astreignent ses membres à déclarer leur régime de change et à s'interdire toute manipulation du taux de change de nature à leur conférer un avantage compétitif. Les manipulations du taux de change ne sont-elles pas à ranger dans la catégorie des barrières non tarifaires qui faussent la concurrence entre les nations ?

1. La problématique de change est absente des réformes

La problématique du taux de change ne semble pas être inscrite parmi les réformes financières. Pourtant, le prix du dinar est, presque autant que le prix du pétrole, déterminant dans la vie du pays, en raison de son extrême influence sur nos comptes financiers, intérieur et extérieur, dans le sens de leur aggravation ou de leur rétablissement. Les dévaluations en cascades des années 1990 à 1994 ont montré à quel point cela peut être frappant. Ces dévaluations ont permis de corriger les graves déséquilibres budgétaires, de réduire l'inflation et le déséquilibre de la balance des paiements, mais par une diminution drastique de la demande interne qui a provoqué une contraction importante des importations. Elles ont aussi entraîné des pertes de change pour les entreprises endettées en monnaies étrangères. Ces pertes étaient si grandes que beaucoup d'entreprises du secteur privé ont été réduites à la faillite, celles du secteur public ayant réussi à survivre grâce à l'injection massive d'argent frais et à la reprise par le Trésor public des créances que détenaient sur elles les banques d'Etat. Malgré cela, il est frappant de constater, qu'encore aujourd'hui, peu de gens perçoivent l'anachronisme qu'il y a entre les ambitions de réforme, qui gagnent tous les secteurs, notamment financier, et la place mineure, pour ne pas dire nulle, qu'occupe, au sein de celles-ci, la problématique de change.

2. La mauvaise perception du caractère global des réformes

Derrière cet anachronisme, il y a, nous semble-t-il, la mauvaise perception du concept d'économie de marché. Les réformes censées y conduire ne sont pas perçues dans leur globalité, sans doute parce qu'elles ont été imposées de l'extérieur. On ne voit pas suffisamment, par exemple, que ces réformes

Plaidoyer pour une convertibilité totale du dinar

ne peuvent être réduites à leur seule dimension macroéconomique, tant est importante la question touchant à l'entreprise et à son environnement, en l'absence d'une stratégie globale de développement intégrant, de manière cohérente, tous les éléments de politique économique. On ne voit pas non plus combien est important, dans une économie ouverte, le rôle du taux de change dans le processus d'ajustement et, partant, la place qu'il doit occuper au sein des réformes financières. On continue de parler, 10 ans après le début des réformes structurelles de ces fameuses réformes financières, mais ce terme est devenu, au fil du temps, un concept passe-partout, invoqué chaque fois qu'un dysfonctionnement touche la sphère financière, tels la faillite des banques privées et les scandales récurrents qui affectent les banques publiques, en passant par la non-utilisation du chèque et les entraves diverses au financement des projets d'investissement. Ainsi, la notion de réformes financières est-elle réduite, le plus souvent, à des instruments comme la monétique, ou à des outils de contrôle comme l'audit. Rarement sont soulignés, par ailleurs, les progrès tangibles accomplis en la matière, qui ont profondément modifié le paysage financier. La présence en nombre et en qualité de banques étrangères, comme les nombreuses normes qui régissent à présent l'activité financière (loi sur la monnaie et le crédit, règlements de la Banque d'Algérie, amendements au code de commerce, etc.) l'atteste. Il serait plus judicieux de faire le bilan de ce qui a été entrepris et de ce qui reste à accomplir, au regard de la cohérence globale du système, sans chercher à le noyer dans ce qui relève de l'application des textes et, singulièrement, de l'application de la loi face aux dérives mafieuses inhérentes à la mise en place de l'économie de marché.

3. De la nécessité d'ouvrir le débat sur la problématique de change à la société civile

Dans cette optique, et pour aider à l'approfondissement des réformes, il ne serait pas inopportun d'étendre, une nouvelle fois, le débat les concernant à la société civile, au sens large. Je rappelle, à ce propos, que c'est grâce à cette même société civile, qui s'est invitée au débat sur le rééchelonnement il y a plus de 10 ans, via la presse et de nombreux séminaires privés que la nécessité de ce même rééchelonnement a pu être franchement abordé. Et que c'est à la faveur d'une conférence organisée par la présidence de la République sur le même thème, ouverte à des experts issus de la société civile, que le chef de gouvernement de l'époque (Rédha Malek) a été convaincu de la nécessité de trancher le nœud gordien de la dette. Ainsi éclairé, le gouvernement a pu se résoudre au passage par le FMI et résoudre, par là même, les deux difficiles équations de la dette et de l'ajustement structurel. Je le sais pour y avoir été invité et pour avoir été, étrangement, le seul à défendre cette option. C'est dans le même esprit qu'étaient régulièrement organisées des conférences-débat sur la réforme du secteur financier au cours desquelles il m'a été donné, maintes fois, l'occasion de dire et d'écrire (avant d'agir, par l'ouverture de la banque SGA) que le débat était vain tant que les acteurs du marché étaient totalement publics. L'Etat avait, en effet, planté le décor, mais hésitait à ouvrir le capital des banques publiques, à l'instar de nos voisins tunisiens et marocains dont le système bancaire est riche de la mixité, depuis le début des années 1980, entre capitaux publics, privés, locaux et étrangers. L'ouverture du débat relatif à la problématique du taux de change à toutes les compétences que recèle la société civile nous paraît donc aussi nécessaire, afin que les bouleversements à grande échelle, qui pourraient en découler, ne paraissent pas imposés de l'extérieur. Il y va de leur compréhension et de leur maîtrise. Cette problématique tourne à la question de savoir

Plaidoyer pour une convertibilité totale du dinar

s'il est nécessaire ou pas que notre pays se dote d'une politique de change, en tant qu'élément des réformes économiques et financières, et si celle-ci est possible. Nous allons tâcher de montrer, tout au long des développements qui suivent et à travers l'expérience des deux décennies écoulées, que cette politique de change passe nécessairement par la convertibilité complète du dinar, moyen irremplaçable pour parvenir à une allocation optimale des ressources financières, dans le contexte d'économie ouverte qui est le nôtre, bien entendu.

4. 1985-2005 : 10 ans d'errement et 10 ans de doutes

L'embellie financière que le pays traverse actuellement rappelle, étrangement, celle des années 1980-1984, et qui résultait de l'envolée simultanée des cours du pétrole et du dollar. La manne qui en a résulté avait été dissipée par une politique de consommation effrénée (justifiée par le «programme antipénuries») dans un contexte d'arrêt total de l'investissement productif. Le taux de change du dinar, qui avait atteint le niveau record de presque 2 francs français pour un dinar, n'a pas été pour rien dans cette frénésie de consommation. Les importations avaient atteint un niveau record (14 milliards de dollars), qu'on n'allait retrouver que 15 ans plus tard. Ce niveau était supérieur, en pouvoir d'achat, aux quelque 20 milliards actuels. Cette surévaluation du dinar, que personne n'avait vue, avait contribué à masquer les graves dysfonctionnements structurels hérités de l'économie dirigiste des années 1970, et que la chute des prix du pétrole fin 1985 a révélés. Dysfonctionnements qui ont débouché sur une crise de la dette sans précédent qui a affaibli notre souveraineté, acculant le pays à la mendicité internationale. Elle a aussi provoqué, indirectement, les émeutes d'octobre 1988. Les ajustements du taux du dinar, auxquels il a fallu sacrifier, sous la pression de la situation et du FMI entre 1990 et 1994, se sont traduits, au terme de cette courte période, par une dévaluation

de plus de 500%. Ces ajustements se sont, du reste, poursuivis, puisque le dinar s'est encore déprécié de 100% entre 1994 et 2000. On peut les considérer, à juste titre, comme une (gigantesque) correction du pouvoir d'achat de la nation. La paupérisation qui en a résulté a ébranlé les fondements moraux de la société, plongeant de larges couches de cette même société dans la misère, y compris la classe moyenne qui ne s'en est toujours pas relevée. Toutes les leçons ont-elles été tirées de cette douloureuse expérience ? Il y a quelques raisons d'en douter. Bien sûr qu'il y a eu le programme d'ajustement, imposé par le rééchelonnement. Mais ce programme a pris fin en 1998. Depuis cette date, personne ne peut nier que tous les gouvernements qui se sont succédé ont essayé de maintenir le cap d'une politique économique vertueuse. Cependant, la flambée des cours du pétrole et la bonne pluviométrie qui ont accompagné cette politique n'ont-elles pas autorisé de nombreuses libertés ? Beaucoup d'indicateurs donnent à le croire, en particulier :

- Le doublement de nos importations annuelles en l'espace de 4 ans (de 9,5 milliards de dollars en 2001 à quelque 20 milliards cette année) dont la majeure partie est constituée de biens de consommation ;
- une recrudescence de l'inflation, qui a aussi doublé entre 2001 et 2004,
- la faiblesse persistante de la valeur ajoutée industrielle (7% du PIB du pays) ;
- le poids, toujours excessif, du secteur public économique, fortement budgétivore. Et, en dépit des grands chantiers ouverts (logements, barrages, et développement du réseau de routes et de chemins de fer), le chômage lancinant qui frappe une bonne partie de la jeunesse, et qui finit par semer le doute quant à la crédibilité des réformes entreprises. Tout cela est vécu avec le sentiment, diffus, que les circuits de financement ne fonctionnent pas correctement, privant de soutien les multiples projets d'investissement du secteur privé, et ce, en dépit de l'aisance financière du pays. Ce sentiment explique, sans doute, la focalisation sur la question des réformes financières.

Plaidoyer pour une convertibilité totale du dinar

5. Le dinar est-il sous-évalué ou surévalué ?

Beaucoup, se basant sur l'embellie financière actuelle, pensent que le dinar est sous-évalué et plaident en faveur de sa réévaluation, synonyme pour eux de retour à la prospérité de jadis. D'autres, en revanche, sont d'avis qu'il est surévalué et plaident pour sa dévaluation, afin de freiner l'importation des produits de consommation et industriel qui gênent la production locale. Afin de favoriser, aussi, accessoirement, le développement des exportations. S'il y a incontestablement une part de vérité dans ces raisonnements, il convient de rappeler que la valeur de la monnaie n'est pas déterminée uniquement par le niveau des réserves de change, mais aussi, et surtout, par le potentiel productif national. Les surplus financiers enregistrés en matière budgétaire et de balance des paiements ont, certes, permis de porter les réserves de change à un niveau sans précédent, équivalant à près de 3 années d'importation. Mais cette embellie est fragile. Sans ressources pétrolières et gazières notre pays se classerait parmi les pays les plus pauvres de la planète. Son revenu par tête d'habitant serait inférieur à celui de la plupart des pays africains. (500 dollars par tête d'habitant). La valeur réelle du dinar est donc à appréhender à l'aune du sérieux des efforts d'ajustement structurels conduits et de leur résultat. Si ces efforts devaient échouer, il est à craindre que les excédents accumulés ne finissent par fondre comme une peau de chagrin, car profitant aux seules firmes étrangères, qui exploiteront, à leur seul avantage, la politique libre-échangiste engagée avec l'Union européenne et avec l'OMC. Au risque de disparition des entreprises locales, s'ajoutera le risque lié aux flux de retour des investissements directs étrangers, dont il est attendu monts et merveilles, mais qui risque, dans ce contexte, de se traduire par un impact des plus négatifs sur la balance des paiements. A moins que ces investissements n'aillent au-delà à la seule prise de parts du marché local, ce qui n'est pas garanti. On ne peut donc au regard de toutes ces incertitudes, ni apprécier la valeur actuelle du dinar ni, encore moins, la projeter dans le futur,

même immédiat. Si le niveau actuel du dinar ne semble pas poser problème aujourd'hui, c'est en partie grâce aux prix élevés du pétrole, et au fait que le pays n'a rien d'autre à exporter que ses hydrocarbures. Si, en revanche, le marché pétrolier devait se retourner durablement, la question de la surévaluation du dinar se poserait aussitôt. Seule une action sur le taux de change serait alors, encore une fois, de nature à compenser les moindres rentrées fiscales et réduire la demande, avec toutes les conséquences sociales prévisibles. Est-il raisonnable de négliger cette menace ? Plutôt qu'un ajustement brutal subi, n'est-il pas préférable de disposer d'un outil qui serve à la fois d'outil d'alerte permanent et d'amortisseur des chocs externes ? Tel est l'enjeu.

6. Le marché des changes parallèle peut-il nous renseigner ?

Autrefois qualifié de «noir», ce marché est qualifié de parallèle depuis qu'il est plus ou moins toléré par les autorités. Il est relativement bien organisé autour des principaux centres commerciaux des grandes villes. On y échange des billets de banque et des chèques tirés sur des banques étrangères importés par des émigrés ou des touristes, ainsi que des billets de banque en monnaie étrangère, sortis des banques algériennes par des retraités de France ou des titulaires de comptes devises de résidents. Pour des sommes importantes, destinées à financer soit à des importations de contrebande, soit la partie sous-facturée d'importations officielles, soit à des fins d'évasion de capitaux, les opérateurs sur ce marché recourent le plus souvent à des transferts, qui sont opérés depuis les banques européennes, ou celles de Dubaï, qui jouent le rôle de plate-forme pour les importations d'origine asiatique. La contrepartie est versée en dinar localement. Ces transferts sont alimentés pour une grande part par des épargnants émigrés ou des commerçants locaux disposant de comptes à l'étranger, voire par des étrangers dans des buts plus ou moins avouables. Pour une partie, c'est l'exportation en contrebande, depuis l'Algérie, de billets de banque étrangers via la Tunisie. (**A suivre**)